



Bruxelles, le 19 décembre 2018

## **La politique du gouvernement était vraiment à côté de la plaque**

Le 14 décembre dernier, nous avons rappelé à nouveau la nécessité et l'urgence de répondre aux attentes sociales.

Hier, il est apparu que deux partis libéraux flamands, l'Open-VLD et la N-VA, n'en sont pas capables. Les conséquences, nous les voyons aujourd'hui. Cette situation est hautement regrettable. Après quatre longues années d'une politique libérale et de droite, un changement de cap radical s'impose car sur le plan social, notre pays ne se porte pas mieux qu'avant la mise en place du gouvernement Michel.

Les travailleurs qui, dans leur entreprise, leur institution ou leur administration, soutiennent quotidiennement la prospérité et le bien-être de la Belgique en ont assez. Ils doivent travailler plus longtemps mais ne tiennent plus le coup. La flexibilité et la charge de travail croissantes ne permettent plus aux jeunes ménages de combiner leur vie professionnelle et leur vie familiale. Des voix de plus en plus nombreuses et de plus en plus fortes se font entendre pour dénoncer la perte de pouvoir d'achat, l'augmentation des factures et le carcan dans lequel nous pousse la nouvelle loi salariale, une loi truffée de « logiciels truqués ». De plus en plus de citoyens se voient dans l'obligation de demander le revenu d'intégration. Les malades et les demandeurs d'emploi sont des proies faciles.

Au niveau du budget, c'est le chaos total. Les chèques sans provisions du fumeux tax shift (4,8 milliards) et du tout aussi boiteux impôt des sociétés (1 milliard) restent sur la table. La justice fiscale s'est traduite par quelques taxes absurdes qui ont en outre été savamment sabotées. En ce qui concerne la création d'emplois et la croissance économique, la Belgique figure dans la queue du peloton européen.

Pour bon nombre d'hommes politiques, le réchauffement climatique et ses conséquences désastreuses semble s'arrêter à la frontière belge.

Les jeux politiques autour de la société civile, des réfugiés, de la cohabitation entre les cultures et les religions ont donné lieu à une polarisation sociale hostile tout autant qu'inutile.

D'énormes dégâts ont été occasionnés ces dernières années. C'est pourquoi la CSC va une nouvelle fois prendre ses responsabilités. Avec les interlocuteurs sociaux, nous voulons conclure un bon AIP mettant l'accent sur le pouvoir d'achat et la qualité de vie et de travail.

En ce qui concerne l'enveloppe pour le bien-être, les interlocuteurs sociaux devront faire ce que le gouvernement libéral et de droite n'a pas été capable de faire : permettre aux pensionnés et aux personnes qui doivent nouer les deux bouts avec une allocation de maladie, d'invalidité ou du chômage de bénéficier également des avancées sociales. Il faut faire vite. Les travailleurs en ont assez de ce

cirque. Fin janvier, ces accords sociaux devront être prêts, sous peine de voir émerger le chaos et le désordre social dans les secteurs et les entreprises dès le mois de février.

Par ailleurs, le monde politique ne peut pas continuer à pourrir le climat social. Il convient d'enterrer définitivement les plans désastreux visant à poursuivre la dégressivité des allocations de chômage et à relever l'âge pour les emplois de fin de carrière et le RCC.

Plus d'information :

François Reman (CSC): 0488 25 78 41